



PB-PPIB-718

BELGIE(N)-BELGIQUE

N° d'agrégation: P201098

KADIMA

n°173

HOMMAGES,

INTERVIEWS,

CARTES BLANCHES,

CRITIQUES...

Bureau de dépôt: BXL X - Editeur responsable S. Guttman, 3 av. A. Depage, 1000 - Bruxelles, Belgique. 1er trimestre 2021 - (Janvier, Février, Mars 2021)





Sacha & Hannac,
aux manettes de ce magazine.

EDITO

Sacha Guttman

Le 10 décembre 2020, 10 étudiants de l'UEJB collent le premier article de la Déclaration Universelle des Droits Humains sur le trottoir devant l'Ambassade de Chine à Bruxelles en soutien aux Ouïghours. 5 d'entre eux se font interpellés et fouillés par la police dans les minutes suivant le collage. Cette action est alors pour nous l'aboutissement d'un long travail interne.

Initié en 2019, ce travail visait à développer une Union et un groupe défendant des valeurs dignes de l'histoire que nous portons. Car c'est dans cette histoire où se mêlent douleur, révolte et émancipation que nous avons choisi de puiser pour nous construire. Si la Shoah, les pogroms et la haine du Juif nous ont rendus sensibles au sort des minorités écrasées, c'est dans la sortie d'Égypte, dans la révolte maccabéenne, à Massada et dans le ghetto de Varsovie que nous avons trouvé le goût de l'indignation et, par-dessus tout, de la liberté.

Si vous nous suivez, vous avez probablement été témoins d'une partie du travail effectué. Une partie car nous n'avons pas toujours pu ou réussi à tout vous partager. Mais au-delà de nos événements publics, de notre présence lors d'événements communautaires et associatifs ou de nos différents engagements sociaux et politiques, les coulisses étaient animées. Nous avons

engagé deux nouveaux employés pour renforcer notre structure et nous donner les moyens de nos ambitions, nous avons fait chauffer les jambes quand on le pouvait et les écrans d'ordinateurs quand on le devait pour rencontrer toute une série de représentants politiques et associatifs; nous avons organisé une centaine d'heures de formations pour nos membres sur des thèmes aussi essentiels que l'antiracisme, l'égalité des genres, l'extrême-droite, l'histoire juive, la philosophie ou encore l'art; nous avons eu l'occasion d'octroyer quelques bourses d'étude grâce au soutien de personnes dotées d'une humilité et d'une générosité sans pareilles; nous avons préparé des activités à dispenser dans les écoles pour 2021, nous avons effectué un travail de préparation visant à faire retirer les dernières plaques portant des noms de collaborateurs nazis dans nos rues et, croyez-moi sur parole, j'en passe beaucoup.

Cette action du 10 décembre dénonçant le crime contre l'humanité le plus cynique de notre siècle porte donc la symbolique d'une génération de jeunes Juifs qui malgré le fracas dévastateur du COVID a trouvé les ressources pour se mettre en marche et se donner les moyens de devenir ce qu'elle aspirait à être: Une génération militante synonyme de ce qu'est son identité juive. Car, en définitive, il ne s'agit que de cela: **Être juifs, de toutes nos forces.**

2020:
Être Juifs,
de toutes
nos forces.

SOMMAIRE



20
Liberté!



4. Présentation des pôles

6. Ruth Bader Ginsburg...
ou pourquoi tout est politique
Carte blanche - **Inès Saab**

10. Yuval Noah Harari,
la trilogie de l'Humanité
Critique littéraire - **Oriane Roux**

12. Ethan Delago,
photographe de rue
Interview - **Sacha Guttman**

16. Après les slogans,
les premiers actes
Article - **Sacha Hancart**

18. Henri Kichka :
la nuit des camps
Hommage - **Sacha Guttman**

20. J'écris ton nom, Liberté!
Carte blanche - **Sacha Guttman**

22. (Mon) Femmage à
Gisèle Halimi - Inès Saab
Carte blanche - **Inès Saab**

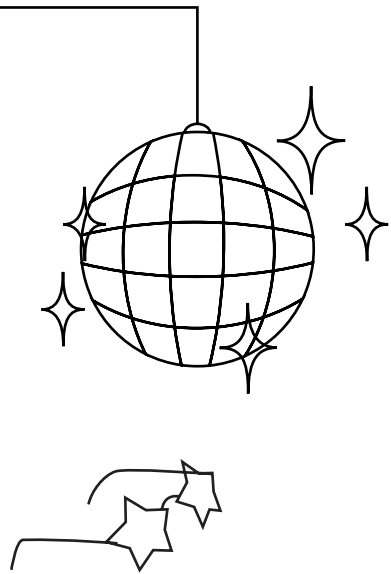
28. Ressources sur
les violences familiales
Ressources - **Galadriel Goldberg-Vormès**

30. Amos Oz, un destin israélien
Article - **Raphaël Buisson-Rozensztrauch**

32. A la (re)découverte
de Bruxelles 1/3
Article - **Sacha Hancart**

34. Bini Guttman, président
de l'EUJS (European Union
of Jewish Students)
Interview - **Terence Mauchard Dumont**

Présentation des Pôles

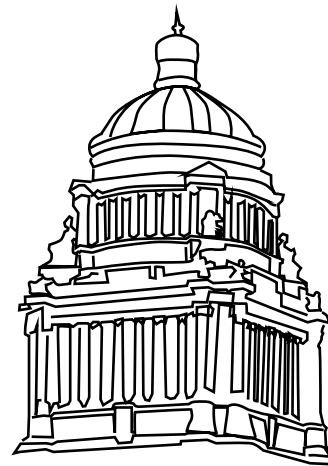


PÔLE FÊTE

Alicia Garellick
 Joanna Garellick
 Léa Gross
 Elie Antonaros
 Emma Felzen
 Ethan Chouraqui
 Gabrielle Piorka
 Hanna Chiara Goldstein
 Ilan Boukhari
 Jeremy Zysberg
 Leanne Strum
 Thomas Nagiel
 Shanna Miller
 Michael Feldman
 Noa van Leeuwen
 Shirel Halloua

PÔLE MAISON

Jérémy Zysberg
 Benjamin Ibghe
 Hanna Chiara Goldstein
 Emma Felzen
 Ilan Boukhari
 Nathan Gartner
 Michael Feldman

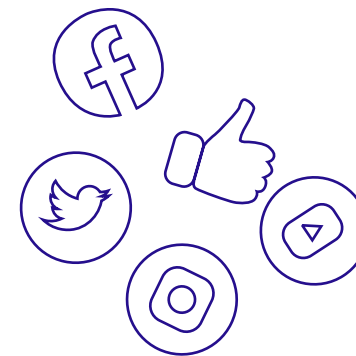


PÔLE CITOYENNETÉ ET CULTURE

Babara Peczenik
 Elie Toledano
 Elsa Neugröschl
 Joanna Peczenik
 Laura Funaro
 Liam Nagar
 Nathan Gartner
 Pamela Touzard
 Sacha Guttman
 Sacha Pec
 Suzanne Lipski
 Theo Kolp
 Yoram Olesnicki

PÔLE MÉDIA

Alexandre Liebhaberg
 Antoine Liebhaberg
 Hanna Chiara Goldstein
 Sacha Guttman
 Sacha Hancart
 Terence Mauchard Dumont
 Axel Rozental
 Elie Antonaros
 Gabrielle Piorka
 Joanna Peczenik
 Lucas De Lathouwer
 Raphaël Goldberger



PÔLE WALLONIE

Youval Aharon
 Raphaël Buisson-Rozensztrauch
 Aner Gidron
 Carla Halioua
 Gabrielle Piorka
 Salomé Toronski



PÔLE POLITIQUE

Sacha Guttman
 Youval Aharon
 Joanna Peczenik
 Yoram Olesnicki
 Terence Mauchard Dumont
 Elias Dray
 Alexandre Liebhaberg
 Moussia Garelik
 Lucas De Lathouwer
 Elsa De Laurentiis
 Antoine Liebhaberg
 Laura Funaro
 Ethan Chouraqui
 Adam Ruell

Équipe de ce Kadima

Rédacteur et rédactrice en chefs :
 Hanna Chiara Goldstein et Sacha Guttman

Secrétariat et contact imprimeur :
 Vanessa Zaidman

Relecture et recherches :
 Denis Janowski

Direction artistique, illustrations et mise en page :
 Galadriel Goldberg-Vormès

Couverture : masque de manifestant contre l'oppression des Ouighours par la Chine - illustration de Galadriel Goldberg Vormès

Ont collaboré à ce numéro :
 Inès Saab, Bini Guttman, Ethan Delago, Terence Mauchard Dumont, Oriane Roux, Raphaël Buisson-Rozensztrauch...

Ruth Bader Ginsburg...

ou pourquoi tout est politique

Ruth Bader Ginsburg dite RBG, née Joan Ruth Bader et qui fut la deuxième femme à avoir été nommée à la Cour suprême des États-Unis, est décédée à l'âge de 87 ans des suites d'un cancer du pancréas le vendredi 18 septembre 2020, premier jour de Roch Hachana (Nouvel An juif dans le calendrier hébraïque). Doyenne des neuf juges de la Cour suprême américaine, la plus haute institution juridictionnelle du pays, elle est devenue une véritable icône tout à la fois de la démocratie, du féminisme et de la pop culture américaine.

Le parcours et les combats de RBG, que nous allons retracer, révèlent et soulignent à quel point le slogan soixante-huitard « Tout est politique » se vérifie. Afin d'appuyer et expliciter ce propos et cette perspective, reprenons ici une citation féministe des mouvements belges de libération des femmes des années 1970 : « Dans leur vie quotidienne, les femmes ont appris, péniblement, douloureusement, que la politique, ce n'est pas seulement l'article 107^{quater} de la Constitution ou la nationalisation d'entreprises [...], la politique, c'est notre vie de tous les jours. La politique, c'est quand des femmes meurent parce qu'elles ont été contraintes d'avorter dans la clandestinité. La politique, c'est de devoir faire la vaisselle quand la femme du patron dispose d'une femme de ménage ou d'un lave-vaisselle. La politique, c'est d'être incapable de faire face sans émotion à certaines situations. La politique, c'est avoir un salaire inférieur pour un travail équivalent. [...] La politique détermine mes relations : celle avec vous, celle avec mon homme, celle avec mes amis, celle avec mes voisins. Le féminisme m'a appris, nous a appris, que le personnel est politique »¹.

RBG : de Brooklyn à la Cour suprême des États-Unis

Née le 15 mars 1933 dans le quartier new-yorkais de Brooklyn de parents immigrants juifs d'origine russe, Joan Ruth se montre une élève brillante. Sa mère lui inculque des valeurs d'indépendance mais décède d'un cancer lorsque Ruth est encore lycéenne. Elle effectue ses études à l'université de Cornell (Ithaca, État de New-York) où elle rencontre Martin Ginsburg, avec qui

elle se marie en 1954, et sort major de sa promotion la même année.

En 1956, elle et son mari poursuivent leurs études à la Faculté de Droit de Harvard : elle est l'une des neuf femmes étudiantes de sa promotion pour 491 étudiants masculins. À la soirée d'intégration des jeunes filles, le doyen Grinswold demande à ces jeunes femmes pourquoi elles occupent une place à Harvard qui aurait pu aller à un homme². Durant son cursus à Harvard, une phrase, prononcée par le professeur Paul Freund, la marque : « Si une cour n'est pas affectée par la météo du jour, elle le sera par le climat de l'ère ».

« La politique détermine mes relations : celle avec vous, celle avec mon homme, celle avec mes amis, celle avec mes voisins. Le féminisme m'a appris, nous a appris, que le personnel est politique ».

Durant leur cursus à Harvard, son mari Martin est atteint d'un cancer des testicules³. Afin qu'il soit diplômé, Ruth assiste aux cours de droit de son mari en plus des siens, en même temps qu'elle s'occupe de l'éducation de leur fille Jane. Elle réalise par la suite un doctorat à l'Université de Columbia.

Malgré un parcours universitaire brillant, elle essuie de nombreux refus lorsqu'elle cherche à travailler en cabinet d'avocat, et pour cause : elle est femme et mère, juive de surcroît. Elle se tourne alors vers l'enseignement et devient à 30 ans professeure de droit à l'Université de Rutgers, puis la première femme professeure de droit à l'Université de Columbia. Parallèlement, elle plaide six fois devant la Cour suprême, s'engage pour l'égalité salariale et le droit à l'avortement dans le cadre de l'Union américaine des libertés civiles, structure au sein de laquelle elle co-fonde la cellule « Droits des femmes ».

Au cours de sa carrière, elle défend à la fois des femmes et des hommes victimes de discrimination : nous mentionnerons ici en guise d'exemple l'affaire Moritz (1972). A l'époque, la section 214 du code des impôts américain indique qu'un garde-malade doit être une femme. Il s'agit donc de discrimination sexuelle envers les hommes. Au sein de cette affaire, M. Charles Moritz est considéré comme fraudeur fiscal car il a indiqué la somme provenant de son activité de garde-malade dans ses revenus, ce qui aurait dû lui valoir un abattement fiscal. La déduction vaut pour toute femme mais pour un homme seulement si sa femme est handicapée, décédée ou s'il est divorcé. Or, M. Moritz ne s'est jamais marié. La loi de l'abattement pour le garde-malade lui est donc refusée sous prétexte que le requérant est un homme célibataire. Ainsi, les auteurs de cette loi n'avaient pas prévu qu'un homme célibataire puisse s'occuper d'un de ses parents, tant cette tâche était à l'époque associée aux occupations féminines.

La stratégie de RBG dans cette affaire et dans celles pour lesquelles elle plaide par la suite s'appuie sur un levier précis : en effet, selon le 14^{ème} amendement de la Constitution américaine, tous les citoyens sont égaux devant la loi. Dès lors, si une cour fédérale statue que cette loi fiscale est inconstitutionnelle, alors elle peut faire jurisprudence pour les autres affaires. Pour ce procès, Martin Ginsburg prend en charge l'aspect fiscal de la plaidoirie tandis que Ruth intervient sur l'égalité des sexes afin d'élargir l'abattement aux hommes célibataires face aux avocats représentant la commission des finances qui plaident pour le maintien de l'arrêt fiscal.

La Cour d'appel de Denver réforme à l'unanimité la décision de la Cour fiscale et conclut que Charles Moritz avait droit à l'abattement en tant que garde-malade. Moritz vs Commissioner of Internal Revenue (Commission des Finances) et Reed vs Reed sont les premières affaires fédérales où la discrimination fondée sur le genre est déclarée inconstitutionnelle. RBG gagne progressivement de nombreuses affaires marquantes devant la Cour suprême des États-Unis. Son mari, Martin Ginsburg, devient un éminent avocat fiscaliste puis profes-

מֵהָ פַּחַד

יְהִי זִכְרוֹ מְהֵרָה

yehi zichra mahapecha - que sa mémoire soit une révolution.

seur au Centre de Droit de l'Université de Georgetown. Il meurt d'un cancer en 2010, quelques jours après son 56ème anniversaire de mariage avec Ruth.

Le 14 juin 1993, RBG est nommée par Bill Clinton à la Cour suprême des USA. Elle est la deuxième femme à accéder à ce poste. Le Sénat confirme sa nomination: 96 votes pour, 3 contre. En 2013, elle devient une icône auprès des jeunes lorsqu'elle s'attaque de façon virulente à une décision de la Cour suprême qui fragilise le vote des minorités. Entre 2013 et 2015, elle célèbre de nombreux mariages de personnes du même sexe et milite pour la légalisation par la Cour suprême du mariage pour tous. Durant la campagne présidentielle de 2016, elle prend position de façon virulente contre Donald Trump.

Enfin, le fils de RBG et Martin Ginsburg, James, est producteur de musique classique et a fondé Cedille Records. Leur fille Jane a été diplômée en Droit de Harvard en 1980. Elle enseigne aujourd'hui le Droit à l'Université de Columbia. Dans la continuité de sa mère (Jane) et de sa grand-mère (Ruth), Clara Spera a embrassé elle aussi la profession d'avocate.

La mémoire de RBG entre deuil, tradition juive et lutte pour un nouvel art politique

יהי זכרו ברוך

(phon. «Yehi zichra baruch») ou en français: «que sa mémoire soit une bénédiction» est une phrase communément citée à la mort d'une personne de confession juive, bien qu'elle ne soit pas l'unique à être récitée dans le cadre

d'un deuil. Depuis l'an dernier, en Israël, cette phrase est souvent prononcée ainsi modifiée: «Yehi zichra mahapecha», «que sa mémoire soit une révolution». Cette nouvelle expression – qui a été reprise de nombreuses fois par des internautes pour faire part de leur peine au décès de RBG – est née au sein des mouvements féministes israéliens afin de commémorer la mémoire des victimes de violences conjugales. A ce sujet, la militante féministe Rachel Stomel écrit dans *Kveller*^[4]: «*Dans le cadre des violences conjugales, les mots habituels sonnent incongrus et déplacés. Il n'y a rien de béni dans la façon dont ces vies nous ont été arrachées. Leur mémoire appelle à identifier et à affronter les conditions profondes qui ont mené à leur assassinat, à les déconstruire délibérément, puis à générer une justice active à la place*»^[5].

Rappelons par ailleurs que la culture de la mémoire est ce qui définit plus que tout la judéité et les traditions juives, et qu'il nous appartient, à nous, les jeunes générations, de faire du militantisme un lieu de mémoire à part entière. La demande de justice et l'action sont constitutives de la conception juive de la mémoire et de ce que l'on nomme le «tikkoun olam» ou «réparation du monde». Le «tikkoun olam», est un principe très cher à la pensée juive: il s'agit d'un concept qui s'appuie sur l'idée, fondée dans la kabbale organique, selon laquelle le monde est inachevé. Au sein de la Genèse, il est dit que Dieu a créé le monde puis s'est reposé le septième jour en pensant le monde accompli, parfait. Néanmoins, dans les livres des Prophètes (Nevi'im) et dans le reste de la pensée juive, le monde ne peut pas se satisfaire de ce qu'il est et doit, en cela, se transformer par l'action humaine et par le renouvellement de cette action. C'est en cela que la tradition juive affirme que l'humain est le

partenaire de Dieu dans l'accomplissement de la Création, aspect qui contribue à la dimension orthopraxique^[6] de la religion juive et à ses capacités de plasticité avec «la réalité sociale existante»^[7]. La «réparation du monde» se réalise et doit se réaliser dans une perspective intracommunautaire (aider sa propre communauté) mais pas uniquement: avec le mouvement de la Haskalah (mouvement intellectuel et social juif dans le sillage des Lumières), l'éthique juive s'est agencée en suivant la modernité politique. L'ambivalence entre l'émancipation politique d'une part et l'antisémitisme et le statut de minorité d'autre part devient une source d'engagement et d'inventivité où sont mobilisées des valeurs juives telles que l'égalité et la justice sociale. A ce sujet, RBG affirmait d'ailleurs: «*Mon héritage en tant que Juive et mon métier de juge s'accordent de manière symétrique. La demande de justice traverse toute l'histoire et la tradition juives. Je suis fière de mon héritage et j'en tire ma force, comme le prouvent certains symboles dans mon appartement: une grande mezouza^[8] en argent sur le montant de ma porte, cadeau de l'école pour filles Shulamith de Brooklyn; sur trois murs, les commandements du Deutéronome stylisés par des artistes: «Zedek, zedek, tirdof» – «Justice, justice tu poursuivras». Ces mots rappellent constamment ce que les juges doivent faire pour se réaliser*»^[9].

La mort de RBG et sa mémoire doivent plus que tout alimenter la lutte. Depuis son décès, une bataille politique se dessine pour fixer le remplacement de son siège à la Cour suprême des États-Unis. Un des derniers souhaits de RBG était de ne pas être remplacée avant «*qu'un nouveau président soit investi*»^[10]. Sans surprise, Trump est allé à l'encontre de son souhait en nommant ce samedi 26 septembre 2020 une nouvelle juge.

À quelques semaines des élections, son décès a inquiété les Démocrates: en effet, Trump a nommé la juge conservatrice Amy Coney Barrett, ouvertement opposée au droit à l'avortement, pour occuper le siège de Ruth Bader Ginsburg. Comme le Sénat, à majorité républicaine, a confirmé la nomination de cette nouvelle juge, la Cour est maintenant composée de 6 juges conservateurs pour 3 progressistes. Cela permettra peut-être à la Cour de revenir sur certains droits tels que le droit à l'avortement, les droits des personnes LGBTQIA+, la réforme de la santé, l'immigration, l'environnement, qui étaient protégés jusqu'ici.

Plus que jamais, dans un contexte sanitaire, économique et social où les inégalités, parmi lesquelles les inégalités et polémiques autour du genre, s'exacerbent toujours plus, nous devons nous demander ce que nous voulons devenir, comment nous voulons vivre. Il est urgent de saisir cette crise, situation historique sans précédent, pour remettre en cause nos modes de vie, de pensée et de production et la répartition des richesses et de dessiner les contours d'un nouvel avenir par des stratégies ouvrant vers un nouvel art politique. Bien trop souvent, rappelons-le, les femmes sont les premières victimes des crises politiques et socio-économiques^[11]: le mouvement d'émancipation des femmes est un des mouvements sociaux qui a connu le plus d'avancées au XXe siècle et qui a probablement eu le plus d'impact au sein de la modernité. Ne laissons pas cette crise revenir sur plus de cent ans d'acquis sociaux et juridiques qui ont tant d'incidence sur la vie des populations et plus particulièrement des minorités de genre (et des minorités au sens large).

Nombreux-ses sont celles et ceux qui proclament qu'il nous faut être les héri-

tier-e-s de l'œuvre de RBG: l'on hérite de ce qui nous est dû mais aussi de ce qu'on ne possède pas encore. Or son œuvre nous est là, accessible depuis bien longtemps. Il s'agit de lui donner une pleine et entière signification non pas en en héritant, mais en la portant. Ce que je cherche à vous dire par là est ceci: ne soyons pas que des héritier-e-s, soyons également des fondateur-ice-s.

Rappelons-nous de RBG, et rappelons-nous que tout est politique.

[1] Citation issue de l'exposition «Libérer les femmes, changer le monde», Musée BELvue, Bruxelles, 2020.

[2] PARIS, Gilles, «Ruth Bader Ginsburg, juge à la Cour suprême des États-Unis, est morte à l'âge de 87 ans», *Le Monde*, publié le 19 septembre 2020, mis à jour le 19 septembre 2020.

[3] GREENSPAN, Rachel E., «'The only person I have loved', Inside Ruth Bader Ginsburg's History-Shaping Marriage Of Equals», *Time*, publié le 19 septembre 2020.

[4] BURACK, Emily, «Why Jews Say 'May her memory be a blessing/revolution' when someone has died», *Alma*, publié le 21 septembre 2020.

[5] Traduction personnelle à partir de la phrase originale suivante: «*In the context of domestic violence, the customary words ring incongruous and out of place. There is nothing blessed about the way these lives were ripped away from us. Their memories calls for identifying and confronting the deep-seated conditions that gave rise to their murders, deliberately dismantling them, and then generating active justice in their stead.*»

[6] Par «orthopraxie», comprendre l'importance accordée à la pratique, à l'action au sein du judaïsme. Le judaïsme est

orthopraxique en ce qu'il repose sur un système relationnel à partir de 613 commandements dont la force est venue de la transcendance (il s'agit d'une orthopraxie sous-tendue par une orthodoxie, «ortho doxa»: croyance droite). A l'opposé, le christianisme est bien plus marqué par une forme de verticalité: la foi (orthodoxie) est au fondement même du christianisme.

[7] WIGODER, Geoffrey (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, Editions du Cerf, 1993.

[8] La mezouza (litt. en hébreu «montant de porte») est un étui, fixé aux montants droits des portes, comportant un parchemin, sur lequel sont inscrits, tirés du Deutéronome, les premiers paragraphes du Shéma qui commencent par la célèbre phrase «Écoute Ô Israël, l'Éternel est notre Dieu, l'Éternel est Un».

[9] Traduction personnelle à partir de la phrase originale suivante: «*My heritage as a Jew and my occupation as a judge fit together symmetrically. The demand for justice runs through the entirety of Jewish history and Jewish tradition. I take pride in and draw strength from my heritage, as signs in my chambers attest: a large silver mezuzah on my door post, gift from the Shulamith School for Girls in Brooklyn; on three walls, in artists' renditions of Hebrew letters, the command from Deuteronomy: "Zedek, zedek, tirdof" – "Justice, justice shall you pursue." Those words are ever-present reminders of what judges must do that they "may thrive."*», *Ruth Bader Ginsburg: "The Demand for Justice Runs through Jewish History and Tradition"*, Museum of Jewish Heritage, publié le 21 septembre 2020.

[10] HELAOUA, Yena, «États-Unis: la juge de la Cour suprême Ruth Bader Ginsburg est morte, bataille politique en vue», *France 24*, publié le 19 septembre 2020.

[11] A ce sujet, Simone de Beauvoir affirmait: «*N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant.*»

Yuval Noah Harari

La trilogie de l'Humanité

À cet instant précis, vous êtes en train de lire cet article. Mais savez-vous ce qui a fait que vous en êtes là où vous en êtes? Qu'est-ce qui vous a porté jusqu'à cet instant et qu'est-ce qui motive vos actions du moment? Avez-vous déjà réfléchi à la façon dont l'humanité a évolué pour en arriver à ce qu'elle est aujourd'hui? Peut-être êtes-vous un spécialiste de la question, peut-être en avez-vous une vague idée, ou bien peut-être n'en savez-vous absolument rien. Finalement, peu importe votre niveau de connaissance sur ce sujet car si vous vous êtes un jour posé la question, il existe un livre fait pour vous: *Sapiens* de Yuval Noah Harari.

Yuval Noah Harari est un auteur et professeur israélien né le 24 février 1976 à Haïfa. Spécialisé en histoire du monde, en histoire médiévale et en histoire militaire – sujets qui feront l'objet de plusieurs de ses livres –, il obtient en 2002 son doctorat à l'université d'Oxford et devient Professeur et Maître de conférence au sein du département d'histoire de l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Ses recherches universitaires portent également sur des questions générales d'anthropologie telles que les grandes différences entre Homo sapiens et les autres animaux, l'évolution du bonheur des humains au cours des générations ou encore sur l'éthique appliquée aux nouvelles technologies du 21^e siècle.

Dans ces contextes variés, il écrit de nombreux articles qui lui valent à deux reprises, en 2009 et en 2012, le «Prix Polonsky pour la créativité et l'originalité» ainsi que le «Society for military

history's Mocado Award» en 2011 pour ses articles sur l'histoire de la guerre.

Son premier livre portant sur l'anthropologie, *Sapiens*, est publié dans sa langue maternelle, l'hébreu, en 2011. Il faudra cependant attendre 2014 pour que cet ouvrage soit traduit. *Sapiens* retrace l'histoire de notre humanité avec audace, adoptant une vision innovante concernant les événements qui ont mené à notre existence. Il remet en cause tout ce que nous pensions savoir, pose de nouvelles questions et décrit ce qui nous semble évident aujourd'hui comme étant autant d'aberration à l'ère préhistorique. La monnaie est son exemple favori. Les pièces et billets que nous utilisons aujourd'hui ont pour nous une valeur réelle. À la préhistoire, personne n'aurait jamais accepté ces vulgaires bouts de papier en guise de paiement.

Ce livre profondément et délibérément provocateur est un chef-d'œuvre d'anthropologie exposant les événements qui ont jalonné l'évolution de Sapiens, ainsi que les différentes causes qui pourraient être à l'origine de cette évolution, mais également les autres voies qu'il aurait pu emprunter. Il explique par exemple comment, de nomade chasseur-cueilleur, Sapiens est devenu sédentaire, et propose différentes hypothèses pouvant expliquer ce bouleversement.

Sapiens devient très vite un succès mondial et est traduit dans près de cinquante langues.

À la suite de ce best-seller, Yuval Noah Harari publie en 2016 le deuxième opus intitulé *Homo Deus*. Dans ce deuxième volet, l'auteur ne regarde plus vers le passé mais vers le futur. L'humanité a fortement évolué et l'être humain qui vénérerait les dieux se prend aujourd'hui pour l'un d'eux. Grâce aux avancées technologiques, l'humain a pris le contrôle de la planète, mais qu'en fera-t-il? Telle est la question posée par Harari dans cet ouvrage. En partant du présent, l'auteur réfléchit à ce que pourrait devenir notre monde tant de manière positive que de manière négative. Ce livre a également été très apprécié par la critique et est traduit dans presque cinquante langues.

Prolongeant ce deuxième succès, le dernier ouvrage de cette trilogie paraît en 2018. Il s'agit de *21 leçons pour le 21^e siècle*. Après s'être penché sur notre passé, puis sur notre avenir, l'auteur se concentre dorénavant sur notre présent en traitant les grandes questions qui façonnent et façonneront ce siècle nouveau. Religion, climat, travail, technologie, Harari ne laisse aucune thématique de côté et les analyse une à une en essayant aussi bien de les comprendre que de nous en expliquer les enjeux.

Ce livre termine ainsi une incroyable trilogie qui remet en question tout ce que nous avons toujours considéré comme acquis et qui nous fait prendre conscience de tout ce que nous ne connaissons pas encore. Cela nous fait dire que, si nous avons des lacunes dans notre savoir, nous avons également des lacunes dans notre ignorance.

Save the date



Yom HaShoah 2021

LECTURE DES NOMS
DES DÉPORTÉS JUIFS DE BELGIQUE
VIA DRANCY ET MALINES

Quand? Du Mercredi 7 avril à 13h au Jeudi 8 avril 2021 à 18h30

Où? Le lieu sera communiqué aux lecteurs la veille

La lecture sera suivie de la diffusion en direct par Radio Judaïca de la

CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE

à la mémoire des victimes de la Shoah

de l'anniversaire de la révolte du Ghetto de Varsovie et
de l'arrêt du XX^{ème} convoi par des Résistants à Boortmeerbeek
(sous réserve des conditions sanitaires en vigueur)

Quand? Jeudi 8 avril 2021 à 18h

La cérémonie sera suivie par la diffusion d'extraits des musiques du
CONCERT DE CLÔTURE Memorial 50

NB: La présence du public à la cérémonie dépendra des conditions sanitaires en vigueur - Les mesures d'hygiène seront respectées

Port du masque obligatoire - distanciation physique - gel hydroalcoolique

Ethan Delago, photographe de rue



Nous avons rencontré Ethan Delago l'année passée lors de son séjour à Bruxelles. Il avait proposé à l'UEJB de photographier l'un des événements phares de notre année 2019, la venue au Janson de Yehuda Guttmann, témoin de la Shoah. L'envie nous est venue de nous saisir de notre téléphone afin de prendre de ses nouvelles et, par la même occasion, de vous faire connaître ce magnifique photographe et, qui sait, de vous donner l'envie de mieux connaître son travail.

“

Bonjour Ethan, peux-tu te présenter ?

Mon nom est Ethan Delago, je suis étudiant à l'Université de Leicester. Cela fait deux ou trois ans que je suis photographe. C'est quelque chose qui m'a toujours intéressé et j'ai donc pu véritablement approfondir mes connaissances lors d'un voyage d'une année qui m'a mené à Bogota et à Bruxelles. C'est au cours de ce séjour à Bruxelles, qui a duré six mois, que j'ai fait la connaissance de cette magnifique organisation qu'est l'UEJB.

Où as-tu appris la photo et comment t'es venue cette passion ?

Mon Université m'a donné l'occasion de partir une année à l'étranger et j'ai choisi Bogota et Bruxelles. À l'origine, je devais aller à Genève mais j'ai changé pour votre capitale qui me semblait plus sympa. À Bogota, j'ai commencé à découvrir le monde de la photographie grâce à certains modules de l'Université dans laquelle j'étudiais. Cela m'a donné l'occasion de débiter quelques projets. Cette ville était vraiment un endroit parfait pour cela et ça m'a permis de développer ma passion pour la photo.

Tes photos sont pratiquement toutes en extérieur, dans les villes, dans les rues. Pourquoi ce choix-là ?

Ce que je cherche c'est de capturer l'élément humain dans le monde urbain. J'adore trouver des personnages, des portraits à prendre et les mêler à l'architecture des villes. En définitive, j'essaye de capturer sur un personnage une passion, une émotion qui pourront être saisies par ceux qui verront la photo. J'aime essayer de produire cet effet en recherchant le mouvement des individus dans l'urbain.

Par exemple, à Bogota je photographiais des manifestations. Dans cette ville tout est particulièrement expressif et les manifestations étudiantes le montraient avec éloquence. Ce qui ressort c'est l'humain et l'émotion. C'est ce que je recherche dans la photo.

Tu parles de photographe l'humain dans le monde urbain. Ça donne un aspect engagé à tes photos. Est-ce que c'est volontaire ?

L'aspect engagé dépend essentiellement de l'endroit mais j'ai le sentiment qu'il y a toujours une sorte d'égalité sociale derrière l'appareil. C'est-à-dire que si je photographie une personne riche, bien habillée, en costume, mais qui est déprimée et que je photographie une personne pauvre, sans domicile qui est très joyeuse, cela peut les amener, par l'entremise de l'appareil au même niveau d'importance. Quand je suis arrivé à Bogota, les inégalités sociales m'ont directement frappé. Malgré cela, les murs étaient magnifiques. Il s'agissait d'artistes de rue qui exprimaient leurs revendications via la peinture et le graffiti. Capturer ces explosions de couleurs fut l'un de mes projets à Bogota. Il est d'ailleurs présent sur mon site.

J'ai récemment entendu quelqu'un faire une différence entre faire des photos et prendre des photos. C'est une distinction qui te parle ? Où te situerais-tu ?

C'est un grand débat dans le monde de la photo. Cette idée d'utiliser, prendre et faire. Pour moi prendre une photo, c'est le style classique. C'est-à-dire prendre une multitude de clichés et trouver le plus percutant, le plus efficace. Selon moi, faire une photo suppose l'organisation et la transformation de l'image. Cela suppose une retouche et un environnement contrôlé. Personnellement, je penche vers la réalité. Je fais confiance à l'authenticité d'une situation et je tente de capturer un moment de la réalité. J'injecte ma vision et un peu d'art pour ensuite présenter ce moment. Je peux rajouter une tonne d'artifices, rendre une photo techniquement parfaite, rajouter des couleurs, contrôler la saturation, mais si la photo capturée ne raconte pas d'histoire, elle n'atteindra pas la personne qui regarde la photo et pour moi c'est le plus important.

Tu as eu l'occasion de prendre des photos dans différentes villes. Laquelle fut la plus agréable en tant que photographe ?

J'ai plusieurs réponses. La ville que je préfère reste toujours la première, Bogota. C'est celle où j'ai appris. C'est une ville où la vie est tellement différente de tout ce que j'ai vécu! J'adore aussi Londres car c'est une ville magnifique et multiculturelle, au même titre que Gibraltar, où d'ailleurs j'ai grandi. Prendre des photos là-bas, avec la pierre, la culture et le tourisme est un véritable plaisir. Leicester est aussi une ville que j'adore et où je passe beaucoup de temps. Mais la ville dans laquelle je prends le plus de plaisir c'est toujours la prochaine, la prochaine destination, la prochaine aventure et c'est un rêve de pouvoir faire ça.

À quel moment sais-tu que tu tiens la bonne image ?

C'est une combinaison de deux aspects: l'aspect technique et l'aspect artistique. Pour le moment j'utilise beaucoup l'argentique pour prendre des photos, ce qui fait que je n'ai pas accès à ma photo instantanément. Je dois faire développer la pellicule et je la reçois plus tard. Ça peut prendre plusieurs jours voire plusieurs semaines. Donc pour l'aspect artistique, je sais que j'ai trouvé le bon moment quand je vois ma photo et qu'elle me touche, quand je suis satisfait.

Aurais-tu une anecdote de photographe à nous raconter ?

Mon souvenir le plus marquant, c'est à Bogota lors d'un événement organisé par le maire. On pouvait photographier ce qu'on voulait pendant deux jours. Je sors donc avec un ami de l'université. En marchant, on croise deux

policiers avec leur uniforme jaune fluo qui se garent entre des flaques d'eau. Les reflets étaient très intéressants et je prends une photo. Les policiers viennent alors vers nous et nous accusent d'avoir pris des photos illégalement. L'un d'eux me demande mes papiers et je lui montre ma carte d'identité de Gibraltar. Il comprend que je suis européen, me menace d'une lourde amende et d'appeler l'immigration pour me renvoyer chez moi. Après une longue discussion, et aidé par mon ami étudiant en Droit, ils décident de me laisser repartir. Finalement, la photo était désastreuse et je ne l'ai jamais montrée.

Y a-t-il une de tes photos en particulier dont tu voudrais nous parler ?

Une photo qui me tient particulièrement à cœur est celle du moine entre les arches. C'est celle que je préfère. J'étais en voyage à Chypre avec ma famille et durant notre visite, nous nous retrouvons dans un monastère assez bizarre. Il se trouve en bord de mer et les eaux sont turquoises. Soudain, je vois cet homme à travers la porte et je lui demande si je peux prendre une photo. Il me regarde de loin et me dit oui. J'avais deux appareils, l'argentique et le numérique. J'ai pris rapidement une photo avec l'argentique avant de le tendre à ma sœur. Ensuite, j'ai capturé une tonne de clichés avec mon numérique mais déception, aucune n'était bonne. Par contre, celle de l'argentique développée plus tard était magnifique. J'aime cette photo pour l'architecture de ces arcs qui se replient sur la tête du personnage et aussi pour le fait que c'était ma première pellicule d'argentique.

Un mot pour clôturer ?

La photo est pour moi une sorte de discipline, c'est ce qui me permet de continuer à me développer d'un point de vue créatif. Il faut toujours continuer de mener des projets comme ça. Et puis merci à toi et à l'UEJB pour l'interview, ce fut un vrai plaisir.





Après les slogans, les premiers actes

«Terrorist China!» «Close the camps!». Tels sont les slogans scandés par les 500 manifestants réunis devant l'Ambassade chinoise à Bruxelles. En effet, ce vendredi 2 octobre, l'UEJB a répondu massivement à l'appel lancé par la Belgium Uyghur Association et s'est jointe à la lutte ouïghoure afin de tenter de susciter une prise de conscience européenne concernant la situation des minorités en Chine.

Les Ouïghours sont une ethnie musulmane sunnite vivant dans la province du Xinjiang, territoire équivalent à trois fois celui de la France, au Nord-Ouest de la Chine. Depuis 2014, cette ethnie subit une surveillance policière intrusive, une censure accrue et surtout une politique d'assimilation culturelle forcée, notamment par la mise en place de centres d'internement et de camps de travail forcé. Arrestations arbitraires

et séparations des familles sont devenues courantes ces dernières années. Le but poursuivi par Pékin? Procéder à la destruction de la culture ouïghoure et d'autres ethnies musulmanes minoritaires afin qu'il n'y ait plus que l'ethnie Han – majoritaire – présente sur le territoire du Xinjiang. Le président chinois justifie sa politique concentrationnaire par «l'extrémisme religieux» qui sévirait sur le territoire.

Malgré la difficulté d'obtenir des témoignages directs du Xinjiang, des réfugiés vivant en Europe et aux États-Unis dénoncent depuis plusieurs années déjà les conditions de vie des Ouïghours restés au pays. Ces réfugiés sont harcelés par la Chine et craignent les conséquences de leur exil sur leurs proches restés au Xinjiang.

Depuis 2019, une campagne lancée par EUJS, sigle de la European Union of Jewish Students, à laquelle participe l'UEJB, vise à sensibiliser tant les citoyens que les politiciens européens à la cause ouïghoure. Ces derniers, à l'instar de l'euro-député Raphaël Glucksmann, ont une responsabilité

à prendre, et ce malgré les liens de dépendance économique de l'Europe vis-à-vis de la Chine.

Mais la solution n'est pas uniquement politique; le levier commercial peut également être actionné. En effet, 83 multinationales ont été épinglées comme utilisant dans leur chaîne de production des produits issus des camps de travaux forcés. Le secteur de l'habillement est fortement touché, avec des marques comme H&M, Zara, Gap ou Tommy Hilfiger, car du Xinjiang est issue une grande partie de la production mondiale de coton. Si certaines entreprises ont réagi, on remarque cependant une grande passivité des marques citées.

«Never again, right now!», donnons du sens à cette phrase maintes et maintes fois répétée. Plus que des paroles, des actes!

Pour aller plus loin :

Uyghur Human Right Project - <https://uhrp.org/>



Hommage

Sacha Guttman

Henri Kichka : la nuit des camps.

Un hommage rédigé par le comité de l'Union des Etudiants Juifs de Belgique sur base des mémoires d'Henri Kichka intitulées: «Une adolescence perdue dans la nuit des camps». Elles ont été publiées aux éditions Luc Pire en 2005.

Henri Kichka est né à Bruxelles le 14 avril 1926 de deux parents polonais ayant immigré en Belgique pour échapper aux vagues d'antisémitisme sévissant alors en Europe de l'Est. Son enfance est heureuse. Son père, Joseph, est un tailleur pour homme. Travailleur, il boucle les fins de mois familiales sur les marchés durant le week-end. Sa mère, Hanna, s'occupe essentiellement du foyer. Après quelques années de vie, il devient le grand-frère de Bertha en 1927, puis de Nicha en 1933. Dans son foyer, les mélodies fredonnées par ses parents embaument le lieu aux côtés des délicieuses odeurs émanant des talents culinaires de sa

mère. Dès l'âge tendre, Henri est passionné par la chose culturelle. Quand il ne dessine pas, c'est en compagnie de Hugo, de Zola, de Dumas et de Verne qu'il passe son temps libre. Durant cette enfance, les moments les plus heureux sont les vacances passées en famille à la mer. D'une certaine façon, c'est là que tout débute. En 1938 au Coq-sur-Mer, il rencontre la première marque d'antisémitisme de sa vie. Il s'agit d'une inscription peinte directement sur la digue en lettres blanches: «Mort aux Juifs». La prise de conscience est rude. L'antisémitisme qui a fait fuir ses parents de Pologne s'exprime également à l'ouest de l'Europe. La situation se dégrade, l'ambiance familiale s'alourdit. Dès lors, la vie ne sera plus aussi joyeuse qu'avant.

C'est le 10 mai 1940 que sa vie bascula définitivement. À 5h du matin, les premières détonations secouèrent l'appartement saint-gillois des Kichka. Le père d'Henri, Joseph s'empressa d'allumer la radio. Les nouvelles apportées par la voix grésillante de l'animateur faisaient froid dans le dos. L'Alle-

magne venait de franchir les frontières belge, luxembourgeoise et hollandaise. L'angoisse s'empare de l'immeuble. La sonnette retentit sans relâche. Les voisins viennent demander conseil. Faut-il partir? Faut-il rester? Personne n'est dupe. Pour les Juifs, la perspective d'une occupation Allemande n'était guère réjouissante. Après trois jours de doutes, Joseph et Hanna prirent la décision de s'enfuir avec leurs trois enfants. La préparation des valises se fit dans l'incertitude avec cette question lancinante ne cessant de tourmenter les esprits: de quoi demain serait-il fait? En fond, la radio diffuse un message à n'en plus finir. «Soyez calmes, restez chez vous!». Les Juifs n'en avaient cure, aucune des deux injonctions ne correspondait à leur cas. C'est le 13 mai 1940 que pour la première des trois fois, la gare du midi allait bouleverser la vie des Kichka. Départ pour le sud de la France. L'objectif: mettre la plus grande distance possible entre l'armée nazie et eux, Juifs polonais ne connaissant que trop bien la violence de l'antisémitisme.

Henri Kichka est décédé le samedi 25 avril 2020. Nous voulions lui rendre hommage de la plus belle des façons. Pour cet inlassable passeur de mémoire ayant témoigné 550 fois, c'est en racontant son histoire que nous avons choisi de le faire. Son témoignage ne doit pas être oublié, nous aiderons à y veiller.

Pour lire l'intégralité de cet article, rendez vous sur www.uejb.org

J'écris ton nom,

19 avril 1943. Une main se lève. Cette main, c'est celle de Mordechai Anielewicz, 24 ans. Par ce geste, il vient de déclencher une insurrection, celle du Ghetto de Varsovie. De la cohue provoquée parmi les 2000 soldats Allemands venus donner le coup de grâce au Ghetto, ne sort qu'un seul cri: «Juden haben Waffen», «Les Juifs ont des armes». Après presque trois années de peur, de famine et de déshumanisation, le ghetto vient de se soulever. Non pour sa survie, les 700 combattants pour beaucoup à peine majeurs et les 350 revolvers à leur disposition ne feront pas tomber une armée dominant l'Europe. Ces adolescents le savent. Ils ne combattent pas pour la victoire. Ils combattent pour la Liberté. Celle de choisir leur mort, une mort sans chaînes, une mort debout, une mort les armes à la main pour tuer la haine, pour laver l'honneur.

Hasard du calendrier, ce lundi 19 avril 1943 était également le premier jour de la fête de Pessah. Cette fête qui célèbre la sortie des Hébreux d'Égypte. Par cette évasion, ils rompaient alors avec 400 ans d'esclavage. Cette célébration, véritable ode à la Liberté pour des générations entières de Juifs est l'un des fondements majeurs du judaïsme. Comment donc ne pas voir dans la révolte du Ghetto de Varsovie la marque d'une longue tradition juive qui s'inscrit notamment dans la lignée de Pessah, celle de l'émancipation du faible face au puissant?

Ces jeunes Juifs, ce matin de Pessah 1943, quelques heures avant de faire fuser les premières balles qui glaceront les soldats de la Wehrmacht, quelques heures avant de dégoupiller les premières grenades qui mettront en déroute la grande armée allemande, quelques heures avant de débiter la révolte qui aura raison de leurs vies, ce matin-là, ces jeunes Juifs, pouvaient-ils ne pas songer à cette formidable coïncidence? Mordechai était Moïse, les fusils étaient les plaies. Mais eux ne traverseront pas les murs du ghetto comme les Hébreux le firent avec la mer Rouge. Ils le savaient. Cela ne faisait rien, ils ne mourraient pas enchainés

et cela leur était suffisant. À l'image de David contre Goliath, c'est avec des lance-pierres que ces Juifs ont déclaré la guerre à l'armée nazie. Les Allemands prévoyaient de faire tomber le Ghetto en trois jours, une centaine de gamins l'ont fait tenir vingt-huit jours.

Partout, le récit juif rappelle des histoires de ce type. Des Juifs humiliés aspirant à la Liberté, à n'importe quel prix. Nous, membres de l'Union des Étudiants Juifs de Belgique, nous sommes un temps posé la question du chemin que nous voulions emprunter ensemble. Quelle serait la valeur qui motiverait nos actions? A tort, j'ai longtemps cru que c'était celle de la

culture. L'organisation frénétique de débats, de formations, de conférences, la volonté de faire de notre maison un lieu bouillonnant de projets et d'idées, l'envie de faire triompher la raison étaient autant de choses qui nous rassemblaient. C'était sans compter le poème de Paul Eluard: «Liberté». Dans ce poème rédigé en 1942 et parachuté par les Britanniques sur la France occupée en 1943, Paul Eluard écrit le mot liberté sur de nombreux endroits physiques comme métaphoriques. Il le clôt comme ceci:

*Et par
le pouvoir
d'un mot*

*Je recommence ma
vie*

*Je suis né pour te
connaître*

Liberté!

Pour te nommer

Sur la santé revenue Liberté.

Sur le risque disparu

*Sur l'espoir sans
souvenir*

J'écris ton nom

Au travers de cette lecture, j'ai réalisé que générer et partager de la culture n'est qu'une modalité de ce pourquoi nous formons l'Union des Étudiants Juifs de Belgique. C'est pour la Liberté que nous existons. Certes, la culture y concourt. Mais croire qu'elle est centrale, c'est confondre le moyen avec la fin.

Nous choisissons donc la Liberté. Mais pas n'importe laquelle. Nous ne voulons pas d'une Liberté frileuse, honteuse d'elle-même comme c'est trop souvent le cas. Notre conception tient en une phrase formulée par Pierre Kropotkine: «Ma liberté commence là où commence celle des autres».

L'implication de cette idée est considérable. Nous ne luttons pas pour nous, nous luttons pour tous et le peuple juif ne peut en aucun cas mener des combats pour son seul intérêt. La liberté dont nous voulons est une liberté sans concessions qui prend pour condition celle de l'autre, de tous les autres.

Dès lors, notre devoir est de parler, transmettre, apprendre, chercher, lutter pour toutes ces femmes, pour tous ces hommes qui se sont vus retirer leur Liberté parfois même avant le sectionnement de leur cordon ombilical. Tous ces gens qui sont nos frères car les chaînes qui les entravent sont les mêmes que celles qui ont opprimé tant de Juifs à travers l'histoire. Je les nomme haine, ignorance, avidité, cynisme et fanatisme.

Ces gens ont des noms métaphoriques, ceux de leurs combats. Ouïghours, Idlib, Palestine, féminisme, LGBTQIA+, migrants, démocratie, liberté religieuse, laïcité. Et cela contre le colonialisme, le racisme, l'homophobie, la dictature, l'extrême-droite, le nationalisme, le dogmatisme.

A l'image des cris nazis de ce 19 avril 1943, aujourd'hui encore «Les Juifs ont des armes». Nous aspirons à ce que ce ne soit plus jamais celles de la poudre, nous n'en voulons pour rien au monde et, il faut le dire, les fanatiques Juifs pensant régler leurs problèmes en treillis tournent le dos à ceux qu'ils devraient être. Nos armes sont l'histoire, la mémoire collective, l'échange, l'ouverture, l'intelligence. Avec elles nous ne tuons pas la haine, nous appelons ses soldats à prendre le courage de sa désertion.

C'est comme une révolte pour l'Humanité qu'il faut considérer l'insurrection du ghetto de Varsovie car ce soir et pour toujours, le peuple juif dont nous voulons se nomme Liberté.



(Mon) Femmage à Gisèle Halimi

Je tiens à remercier particulièrement, mes meilleurs amis, Eva Silva et Louis Savaté, qui, dans ma vie depuis presque dix ans maintenant, ont été présents dans les moments les plus éprouvants comme les plus épanouissants, et l'Union des Étudiants Juifs de Belgique qui me donne l'occasion de pouvoir m'exprimer publiquement, dans le cadre de cet article, sur les violences sexuelles dont j'ai été victime.

Le 28 juillet 2020, nous apprenions, émus, le décès à 93 ans de Gisèle Halimi, une des plus grandes figures du féminisme français, ayant combattu au siècle dernier les injustices à la fois patriarcales et coloniales. Aussi souhaiterais-je ici, dans ce femmage, témoigner de mon rapport singulier à la politique et au féminisme, nourri par les combats de grandes figures parmi lesquelles Gisèle Halimi incarnait d'ores et déjà un modèle pour la jeune adolescente et lycéenne de gauche que j'étais, alors militante au Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), à Paris.

je fais face à l'homme qui m'a violée, au sein d'une atmosphère policière ultra-viriliste. Le déroulement de la confrontation s'ajoute au traumatisme causé par le viol que j'ai subi, avec des policiers pour qui l'homme qui me fait face n'est «*pas un violeur, mais un bourrin*»

Mon témoignage

Il y a près de cinq ans maintenant, durant l'été, je me rends, seule, au commissariat de police du XIV^{ème} arrondissement de Paris afin de porter plainte, près de six jours après les faits, contre l'homme qui m'a violée. Je dépose une main courante, puis je réalise le dépôt de plainte le lendemain, au petit matin, seule. Mon amie Elise m'ayant accompagnée ne pouvant rentrer dans la salle avec moi, elle doit m'attendre longuement derrière les portes du Département de Police Judiciaire de ce même commissariat.

Près de trois jours après le dépôt de plainte a lieu la confrontation¹¹: je fais face à l'homme qui m'a violée, au sein d'une atmosphère policière ultra-viriliste. Le déroulement de la confrontation s'ajoute au traumatisme causé par le viol que j'ai subi, avec des policiers pour qui l'homme qui me fait face n'est «*pas un violeur, mais un bourrin*», pour qui «*[...] je l'ai bien cherché, et que j'ai besoin d'une bonne douche froide*» et que «*soit je ne suis pas victime, soit je dis des conneries*».

En moins d'un mois et demi, le Parquet du Tribunal de Grande Instance de Paris clôt l'affaire: classement sans suite. Jamais je ne ferai de démarches

auprès de la Cour d'appel. De là, je m'engage dans un long parcours contre l'auto-détestation, le sentiment de honte consécutif au traumatisme sexuel et la non-reconnaissance institutionnelle des violences que j'ai subies.

Je tente tant bien que mal de continuer mes études malgré la dépression qui s'ancre avec, de surcroît, certains problèmes de santé et des opérations lourdes physiquement comme psychologiquement qui s'ajoutent au syndrome post-traumatique. Puis, j'abandonne ma première L3 de Philosophie à la Sorbonne. Ma psychologue me recommande un séjour en hôpital psychiatrique que je ne ferai jamais. Le temps passe puis je m'engage dans un service civique de six mois au sein d'une association, puis je reprends

mes études. A côté, le militantisme – surtout féministe – fait toujours partie de mes occupations.

Néanmoins, malgré un suivi psychologique, l'écriture et le militantisme qui alimente à la fois mes réflexions, mes actions et un sentiment d'estime de soi, je ne reste pas insensible à la tentation de me renfermer, seule, dans une religiosité et une pratique religieuse perçues comme un refuge. A l'inverse, je fais le choix d'une nouvelle ville et d'une nouvelle vie débutée quelque part où je ne connais personne, où la possibilité de se redéfinir entièrement se dessine. Je quitte alors mon Paris natal après l'obtention de ma licence de philosophie pour Bruxelles et l'ULB, où je réalise et achève actuellement mon master.



Gisèle Halimi: l'origine de sa révolte

Zeïza Gisèle^[2] Taïeb est née en 1927 en Tunisie, alors sous protectorat français, à La Goulette, banlieue-nord de Tunis, dans une famille pauvre, juive, dominée par l'ordre patriarcal, dans laquelle avoir une fille relevait d'une malédiction, voire d'une catastrophe. Issus d'un milieu judéo-arabe pauvre, conservateur et colonisé, ses parents passent sous silence pendant près de trois semaines la naissance honteuse de cette fille. En tant que petite-fille de rabbin, et fille d'une mère – du nom de Fritna (Fortunée) – très pieuse, elle grandit dans un environnement familial très pratiquant. Très jeune, elle se sent déjà mal-aimée par sa mère qui n'avait alors « aucune approche affective ni en mots ni physiquement [...] mais mère-modèle, mère remarquable »^[3].

à 12 ans notamment, elle mène une grève de la faim chez elle: « Je refusais alors de souscrire aux obligations des filles de la maison, ménage, vaisselle, service des hommes de la famille »

Prématurément, elle met en œuvre des outils et stratagèmes pour lutter contre la soumission. À 12 ans notamment, elle mène une grève de la faim chez elle: « Je refusais alors de souscrire aux obligations des filles de la maison, ménage, vaisselle, service des hommes de la famille »^[4]. Par ailleurs, elle s'attaque directement aux sentiments religieux de ses parents par son refus progressif d'embrasser la mezouza^[5] avant de partir en classe:

« J'embrassais la mezouza, en partant pour la classe, avec de plus en plus de réticence »^[6]. À 16 ans, elle refuse un mariage arrangé et se bat contre ses parents pour entamer des études secondaires, payantes à l'époque pour les filles, gratuites pour les garçons. Elle poursuit brillamment ses études au lycée Carnot, alors lycée d'excellence sous le protectorat français.

Au début de l'adolescence, elle fait son « auto-éducation » à partir de

nombreuses lectures: « Ma mère redit une fois encore la malédiction d'avoir engendré une fille « garçon manqué », mon père s'en prit aux maléfices des livres. Il ne les connaissait pas. Il craignait leur pouvoir. Je lisais trop, c'était évident, et ces livres faisaient de moi une révoltée »^[7].

C'est ce même sentiment de révolte qui la conduit pendant la guerre, alors que la Tunisie subit l'occupation allemande (à partir de 1943), à refuser en classe, au lycée, l'allégeance au Maréchal Pétain.

« Venant d'où je venais, escortée de rabbins dans un pays d'islam, plongeant dans les tabous de la virginité, de la fécondité, de la maternité, je reçus la dénonciation de ces mythes comme le miracle de mon identité révélée »^[8].

À 17 ans, elle décroche le baccalauréat, obtient une bourse afin de faire ses études en France et arrive à Paris en 1945, à 18 ans. Elle entame des études de Droit et de Philosophie à la Sorbonne et valide une année de Sciences politiques à l'IEP de Paris, tout en travaillant au sein d'une compagnie téléphonique pour financer une partie de ses études^[9].

En 1949, elle revient et prête serment à Tunis dans ces termes: « Je jure, comme avocat, d'exercer la défense et le conseil avec dignité, conscience, indépendance et humanité, dans le respect des tribunaux, des autorités publiques et des règles de mon ordre, ainsi que de ne rien dire ou publier qui soit contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique »^[10]. Au début des années 1950, en même temps qu'elle défend des indépendantistes et syndicalistes tunisiens, elle préside un projet d'éducation avec le groupe de l'Union jeunes filles de Tunisie, qui cherche « [...] non seulement à obtenir de meilleures conditions pour les femmes, mais également à leur faire prendre conscience de leurs « obligations civiques et sociales », en accord avec le discours du PCT, c'est-à-dire à les sensibiliser à l'engagement politique et civique »^[11]. Son projet d'éducation au sein de l'Union s'orientait autour de la lutte pour l'alphabétisation et l'indépendance économique des jeunes femmes tunisiennes: « Mon féminisme embryonnaire m'entraîna à fonder avec un petit groupe, et sous l'aile tutélaire des com-

munistes, l'Union des jeunes filles de Tunisie. [...] Je disais dans mes petites réunions: « Celle qui a la chance de lire, d'écrire et qui n'aide pas les autres, trahit »^[12].

Après huit ans au barreau de Tunis, elle revient à Paris en 1956, année de l'indépendance de la Tunisie: son entrée au barreau de la capitale française signera la lutte de Gisèle Halimi contre la rigueur et le conservatisme du droit français et les représentants de ce système.

« [...] le colonialisme a tout intérêt sur place à exacerber les différences pour en faire des affrontements, pour régner »

A l'intersection entre les luttes anticolonialistes et féministes

En 1956, en même temps qu'elle s'installe à Paris, elle épouse Paul Halimi et donne naissance par la suite à deux fils. Elle divorce ensuite de ce premier mariage mais garde ce patronyme, Halimi, par lequel elle s'est fait connaître. Elle épouse ensuite Claude Faux, également avocat et ancien secrétaire de Jean-Paul Sartre, avec qui elle aura un troisième fils.

Je mentionnerai premièrement son combat en faveur des luttes anticoloniales et son analyse fine du système

colonialiste qu'elle dénonce. S'appuyant sur sa propre expérience du colonialisme, elle met notamment en lumière ses structures: « [...] le colonialisme a tout intérêt sur place à exacerber les différences pour en faire des affrontements, pour régner »^[13].

Elle continue de défendre des indépendantistes tunisiens mais aussi algériens du FLN: elle s'illustre notamment avec le procès El Halia (1955) qui évoque déjà les méthodes de torture au sein de l'armée française.

En 1960, à 33 ans, Gisèle Halimi reçoit une lettre en provenance du Maroc, écrite par le frère de Djamilia Boupacha, qui sonne comme un véritable appel à l'aide: jeune algérienne militante au FLN accusée d'avoir posé une bombe à Alger en 1959, elle est torturée et violée par des parachutistes français durant sa détention. Le 2 juin 1960, Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir publient une tribune « Pour Djamilia Boupacha » dans le journal *Le Monde*. Par cette tribune, les deux militantes féministes réussissent à mobiliser l'opinion publique française sur la torture en Algérie. À ce sujet, Gisèle Halimi crée également un comité de soutien pour Djamilia Boupacha, avec, notamment, Jean-Paul Sartre, Louis Aragon, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillon. Djamilia est jugée et condamnée à mort en 1961, mais sera amnistiée et libérée en 1962 après les accords d'Evian qui mettent fin à la guerre d'Algérie.

En 1965, elle fonde le Mouvement démocratique féminin, avec Evelyne Sullerot et Colette Audry afin de soutenir la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République.

Six ans plus tard, en 1971, on la retrouve parmi les signataires du Manifeste des 343, publié par *Le Nouvel Observateur*. Ces 343 femmes révèlent avoir avorté, et par conséquent avoir enfreint la loi française: « Je me suis fait avorter. Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération pratiquée sous contrôle médical est des plus simples. On fait le silence sur ces milliers de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticoncep-

«La justice dit le droit qui quelquefois coïncide avec la vérité mais elle ne dit pas toujours la vérité, loin de là»

tionnels, nous réclamons l'avortement libre»^[14]. Parmi les signataires, nous reconnaissons notamment les noms de Simone de Beauvoir, Françoise Fabian, Marguerite Duras, Françoise Sagan, etc. Gisèle Halimi est la seule avocate à signer cette tribune: en cela, elle aurait pu être soumise à une sanction déontologique du barreau de Paris comme par exemple l'omission. Comme sanction, elle est seulement contrainte de subir un sermon du bâtonnier de Paris.

«La justice dit le droit qui quelquefois coïncide avec la vérité mais elle ne dit pas toujours la vérité, loin de là»^[15].

La même année, Gisèle Halimi, Simone de Beauvoir et quelques autres figures littéraires et militantes fondent le mouvement Choisir la cause des femmes, qui a pour objectifs l'éducation sexuelle et la contraception, l'abrogation de la loi répressive sur l'avortement de 1920 et la défense gratuite des femmes poursuivies pour avortement^[16].

Un an plus tard a lieu le procès de Bobigny: une jeune fille de 16 ans, Marie-Claire, victime de viol, et sa mère qui l'a aidée à avorter, sont poursuivies en justice. La victime est relaxée et sa mère dispensée de peine. Durant ce procès, Maître Halimi mobilise la justice et l'opinion publique françaises sur les violences sexuelles dont les femmes sont victimes et condamne à nouveau fermement la loi de 1920 sur l'avortement. Le procès de Bobigny marque, de ce fait, une étape essentielle vers la loi sur l'interruption volontaire de grossesse qui, incarnée par Simone Veil, combattante en faveur de la dépenalisation de l'avortement à l'échelle institutionnelle,

sera promulguée en janvier 1975 sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing.

Durant toutes ces années, Gisèle Halimi ne se résigne pas, malgré les commentaires de son père qui désapprouve ses combats: «Il me semble bien que, dès l'adolescence, mes fougades, mes amours, mes combats, d'une certaine manière, ont coexisté avec lui, mon père.[...] Il désapprouvait presque tous les choix de ma vie d'adulte: que je m'expose en plaidant pour les nationalistes tunisiens ou algériens, que j'aie enquêter au Viet-nâm sur les crimes de guerre américains, que je «fréquente» des Simone de Beauvoir ou des Jean-Paul Sartre [...], que je m'éprenne de personnages douteux incapables de m'entretenir et, de plus, non circon-

En 1978, à Aix-en-Provence, devant les assises des Bouches-du-Rhône, elle représente deux jeunes femmes belges – Anne Tonglet et Araceli Castellano – qui ont porté plainte contre trois hommes pour viol. Les trois hommes sont déclarés coupables.

En juin 1981, à 54 ans, elle est élue députée apparentée à l'Assemblée Nationale. Le statut de député apparenté ne compte pas formellement parmi les membres du groupe, ce qui lui donne une liberté de ton et de dénonciation au sein du Parti Socialiste et plus généralement au sein du Palais Bourbon. Elle prend alors vivement position contre la peine de mort et pour la dépenalisation de l'homosexualité.

L'héritage

Il est difficile de trouver les mots justes pour exprimer ma reconnaissance envers cette femme qui incarnait à la fois l'exercice d'une citoyenneté militante, dynamique et active et une religiosité discrète, hostile à l'orthodoxie et à la misogynie^[18]. Parmi d'autres, Gisèle Halimi a, assurément, nourri mes combats et mes espoirs de jeune, de jeune femme et de jeune femme de gauche. Je voue toujours et encore une admiration pour son discours et son ton, empreints d'une lucidité, d'une sagesse et d'une ténacité uniques.

À 24 ans aujourd'hui, je reste finalement encore cette adolescente émerveillée face à une femme profondément attachée et dévouée à la fois à la République française et à son pays natal. Je me passionne encore à retracer son parcours auprès de mes proches, tout en soulignant toujours spécifiquement le milieu dont elle est issue avec «plusieurs aliénations accumulées»^[19]. Incontestablement, elle fait partie des rares figures politiques françaises à laquelle je m'identifie sur de nombreux aspects: en tant que femme, issue à la fois du judaïsme et du Maghreb, plus exactement d'une mère descendante de juifs ashkénazes réfugiés ayant fui les pogroms de la guerre civile russe, d'un père arabe marocain issue d'une famille musulmane,



la recherche de notre identité»^[20]. Je ne peux que me reconnaître dans cette absence d'écho ou d'appui qui, certes, ne se traduit pas selon les mêmes termes, avec les mêmes ressources et selon le même contexte entre l'époque à laquelle s'est battue Gisèle Halimi, et mon époque mais dont certains parallèles – malgré les acquis sociaux et juridiques – peuvent être encore (malheureusement) établis.

J'achève ici, mon femmage pour Gisèle Halimi, témoin et actrice d'événements marquants de notre époque qui n'en finiront pas d'influencer le cours de l'histoire, entre autres, du féminisme français.

pro-fondément assimilé et assimilationniste, et enfin la France, terre d'accueil qui tout en se réclamant de ses idéaux républicains, avait institutionnalisé un modèle et des politiques où, dans des contextes différents, à la fois juifs et musulmans avaient subi les pires périodes d'exclusion.

À mon échelle, et peut-être naïvement penserez-vous, je compte rétablir ma justice par l'écriture, qui m'anime depuis si longtemps, nourrie par une Histoire qui a tant négligé les femmes qui n'ont pas, pendant longtemps, su lire et écrire, l'écrit et l'étude des textes restant historiquement l'apanage des hommes. Hormis l'écriture, je suis et reste une fervente militante féministe et je condamne, en tant qu'ex-vic-time de violences sexuelles et en tant que féministe, la culture du viol qui englobe à la fois des représentations, des mythes et des comportements qui excusent, justifient, voire tolèrent le viol et les agressions sexuelles. Je suis convaincue de l'urgente nécessité d'une formation auprès des futurs membres de la police, de la gendarmerie, du corps médical et du corps juridique sur le sujet, et de même auprès de ceux déjà en exercice.

Enfin, je citerai une dernière phrase de son autobiographie: «Sans écho, ni appui, nous étions parties seules à

[1] La confrontation est une étape au sein d'une enquête policière qui consiste à mettre en présence un auteur présumé d'infraction avec un témoin, un plaignant ou encore un complice afin de confronter des versions des faits au sein des procès-verbaux, opposées.

[2] Au sujet de son prénom, Gisèle Halimi écrit dans *Le lait de l'oranger*, Gallimard, 1988: «[...] Zeiza, prénom de la tendresse, de la séduction, Gisèle, prénom chourri, européen, ne servant qu'au quotidien, aux remontrances, au tout-venant».

[3] Propos de HALIMI, Gisèle, «Gisèle Halimi, la cause des femmes (5 épisodes), Épisode 1: L'origine d'une révolte», *France Culture*, 7 novembre 2011.

[4] HALIMI, Gisèle, *Le lait de l'oranger*, Op. cit.

[5] La mezouza (litt. en hébreu «montant de porte») est un étui, fixé aux montants droits des portes, comportant un parchemin, sur lequel sont inscrits, tirés du Deutéronome, les premiers paragraphes du Shéma qui commencent par la célèbre phrase «Écoute Ô Israël, l'Éternel est notre Dieu, l'Éternel est Un».

[6] HALIMI, Gisèle, *Le lait de l'oranger*, Op. cit.

[7] Ibid.

[8] Ibid.

[9] T. V., «L'avocate Gisèle Halimi, grande figure du féminisme, est morte», *L'Obs*, publié le 28 juillet 2020, consulté le 30 juillet 2020.

[10] Décret du 20 juin 1920, modifié par le décret du 10 avril 1954.

[11] ABASSADE, Élise, «L'Union des femmes de Tunisie et l'Union des jeunes filles de Tunisie, 1944-1957, Deux associations féminines et communistes?», *Monde(s)*, 2015/2 (N° 8), pp. 197 – 216.

[12] HALIMI, Gisèle, *Le lait de l'oranger*, Op. cit.

[13] Propos de HALIMI, Gisèle, «Gisèle Halimi, la cause des femmes (5 épisodes), Épisode 1: L'origine d'une révolte», Op. cit.

[14] «Le «Manifeste des 343» paru dans *le Nouvel Obs* en 1971», publié le 27 novembre 2007, consulté le 30 juillet 2020.

[15] Propos de HALIMI, Gisèle, «Gisèle Halimi, la cause des femmes (5 épisodes), Épisode 3: Gisèle Halimi, une avocate irrespectueuse», *France Culture*, 7 novembre 2011.

[16] Voir site Choisir la cause des femmes: <http://www.choisir lacause des femmes.org/historique/annees-1970.html>.

[17] HALIMI, Gisèle, *Le lait de l'oranger*, Op. cit.

[18] A ce sujet, Gisèle Halimi écrit, dans *Le lait de l'oranger*: «À la synagogue, quand j'y accompagnais les hommes de la famille, on m'obligeait, comme toutes les femmes, à grimper au balcon. De là, en spectatrices muettes, nous admirions le parterre où, autour des ors byzantins des tables de la Loi, les mâles – hommes et garçonnetts – connaissent le privilège de s'adresser directement à Dieu».

[19] Propos de HALIMI, Gisèle, «Gisèle Halimi, la cause des femmes (5 épisodes), Épisode 1: L'origine d'une révolte», *France Culture*, 7 novembre 2011.

[20] HALIMI, Gisèle, *Le lait de l'oranger*, Op. cit.

Ressources sur les violences familiales

«Si je devais résumer mes livres en un mot, je dirais qu'ils parlent de «familles». Si je devais les résumer en deux mots, je dirais qu'ils parlent de «familles malheureuses»».

Nous avons initialement choisi cette citation à mettre en exergue de l'article sur Amos Oz que vous pouvez découvrir à la page suivante. Ironie du sort, alors que nous finissions la mise en page de ce Kadima, Galia Oz, une des filles du célèbre auteur, a publié un livre intitulé «Quelque chose déguisé en amour» dans lequel elle affirme avoir été battue, insultée et humiliée par son père.

La question se pose alors pour notre équipe: publier ou ne pas publier cet article? Après une longue réflexion, nous avons décidé de le publier tel quel mais de saisir l'opportunité d'informer sur une sélection de ressources existantes sur le sujet des violences physiques ou psychiques au sein de la famille et des relations amoureuses.



Que faire si vous connaissez des enfants victimes de maltraitance physiques ou psychologiques?

Vous pouvez contacter l'équipe de **SOS Enfant** de votre région par téléphone pour avoir accès à des médecins, assistants sociaux, psychologues et juristes. Les numéros de téléphone sont disponibles sur le site internet de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ressources pour les responsables d'enfants

Comitys anime des séances sur la vie affective, relationnelle et sexuelle pour les jeunes et des formations professionnelles sur les compétences psychosociales. Une collection de ressources pédagogiques est en libre accès sur leur site internet www.comitys.com

Yapaka est un programme de prévention de la maltraitance à l'initiative du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique mis en place en 1998. Yapaka tente de lancer des pistes de réflexions et regroupe les informations sur le sujet. www.yapaka.be

Podcasts

Sur l'inceste, un podcast pour comprendre les victimes, la construction sociale du silence, les amnésies traumatiques et le traitement médiatique de la question: «*Ou peut-être une nuit*», créé et présenté par Charlotte Pudlowski, un podcast Louie Média en écoute gratuite sur www.louiemedia.com.

Sur les violences conjugales, un podcast qui cherche à comprendre pourquoi ces comportements existent et s'il est possible de les modifier: «*Les couilles sur la table, qui sont les conjoints violents?*» créé et présenté par Victoire Tuailon, un podcast Binge Audio en écoute gratuite sur leur site ou sur youtube.

Livre

Sur les relations toxiques en couple, récit et explications d'une relation avec un pervers narcissique: La BD «*Tant pis pour l'amour. Ou comment j'ai survécu à un manipulateur*» de Sophie Lambda édité par Delcourt, collection une case en moins, 23,95€

Film

Sur l'inceste, le film «*Les chatouilles*» réalisé par Andréa Bescond et Eric Métayer, inspiré par l'histoire personnelle de la réalisatrice. Le film raconte le viol d'une enfant par un ami de ses parents, son traumatisme et le travail de reconstruction effectué une fois devenue adulte.

Les numéros d'appels

En cas d'urgence contactez la police au 101 et/ou une ambulance au 112.

Pour que l'enfant-victime reçoive des réponses à ses questions, **Ecoute-Enfant** est un service d'appel anonyme à destination des enfants et adolescents, mais aussi à destination de toute personne qui s'interroge au sujet **des violences à l'égard d'enfants**. Vous pouvez le contacter au **103** entre 10h et minuit 7/7j.

Pour obtenir de l'aide ou des réponses sur **les violences conjugales**, le **0800/30.030** est anonyme et gratuit tous les jours (7/7) et 24h/24. Des informations sont aussi disponibles sur le site internet: www.ecouteviolencesconjugales.be

Amos Oz, un destin israélien

Auteur de romans et de nouvelles, Amos Oz est décédé fin 2018. Salué comme l'un des plus grands écrivains israéliens, sa vie est aussi marquée par les combats politiques. Retour sur le parcours d'une des grandes voix de la gauche sioniste et pacifiste.

Amos Oz est né en 1939, dans le quartier de Kerem Avraham, à Jérusalem. Fils d'intellectuels juifs ayant fui l'Europe dans les années 1930, il grandit dans un foyer pauvre, entouré de ses deux parents et de son grand-oncle Joseph Klausner. Ses parents, cultivés et polyglottes, parlent entre eux polonais et russe, tandis qu'ils s'expriment en hébreu avec leur fils. Son enfance est imprégnée des débats familiaux autour de l'identité juive et du futur d'Israël, ainsi que par le grand drame de la vie d'Amos Oz : le suicide de sa mère, dépressive, survenu lorsqu'il avait douze ans.

À quinze ans, il part vivre au kibboutz de Houlida, et cherche à incarner l'Israélien idéal : viril, courageux, capable de travailler la terre. C'est à cette

époque qu'il substitue à son nom de famille, Klausner, le nom qui le fera connaître, Oz signifiant « courage » en hébreu. Entre son adolescence et ses premières années de jeune adulte, il passe d'un sionisme dans la lignée de Vladimir Jabotinsky, du Parti Révisionniste, à un sionisme de gauche. À la fin des années 1950, il combat pour Tsahal au sein de l'unité Nahal à la frontière syrienne. Son premier livre, *Ailleurs peut-être* (1966), s'inspire de sa vie au kibboutz de Houlida ; il y décrit de manière réaliste le quotidien de ce mode de vie communautaire, se focalisant sur la psychologie des personnages. Le style épuré et direct d'Amos Oz est déjà perceptible dans ce premier ouvrage du jeune écrivain. Mais c'est avec *Mon Michaël* (1968) qu'il rencontre véritablement le succès

Auteur d'une quarantaine d'ouvrages, il signe aussi plus de quatre-cents essais et articles journalistiques dans lesquels il s'intéresse à la politique israélienne et aux relations avec les États voisins.

et devient l'un des grands noms de la nouvelle vague israélienne. Ce roman décrit les souffrances de Hanna, une femme israélienne qui perd le contact avec la réalité, dans un récit psychologique qui mélange fantasme et réalité, et annonce la Guerre du Sinai.

C'est le début d'une prolifique carrière littéraire pour Amos Oz. Auteur d'une quarantaine d'ouvrages, il signe aussi plus de quatre-cents essais et articles journalistiques dans lesquels il s'intéresse à la politique israélienne et aux relations avec les États voisins. Il affectionne particulièrement les nouvelles, dont il produit plusieurs recueils, de même que ce que certains ont appelé le « roman en nouvelles » : ses histoires sont courtes, simples, et interconnectées. Il se penche, dans un style qui

rappelle parfois les nouvelles de Stefan Zweig, sur la psychologie des voisinages, des familles, et des sentiments individuels. Amos Oz équilibre dans ses récits la présence des émotions des protagonistes par le recours à une ironie mordante. Évoquant son œuvre, Oz la qualifie de la manière suivante : « Si je devais résumer mes livres en un mot, je dirais qu'ils parlent de « familles ». Si je devais les résumer en deux mots, je dirais qu'ils parlent de « familles malheureuses » ».

De même, c'est une autre famille malheureuse, la sienne, qu'Amos Oz nous fait découvrir dans ce qui est sûrement son chef-d'œuvre : *Une Histoire d'amour et de ténèbres* (2002). Ce livre est l'occasion pour l'auteur de revenir sur ses origines familiales et son enfance à Kerem Avraham dans les années 1940 et 1950, sur le suicide de sa mère ainsi que sur son départ pour le kibboutz de Houlida. On y observe la construction d'un garçon qui incarne les paradoxes et contradictions de la jeunesse israélienne, tiraillé entre sa famille d'intellectuels venus de Lituanie et l'idéal des soldats et des kibboutzim. La narration alterne entre des scènes d'un grand réalisme, qui permettent



d'exprimer tant la distance que la familiarité qui lie Amos Oz et sa famille, et des moments lyriques, hors du temps, sensuels. Traduite en 28 langues, *Une Histoire d'amour et de ténèbres*, en vertu de son format et de sa richesse, est saluée par *The Guardian* comme « la plus grande œuvre littéraire de l'histoire israélienne ».

En 2005, Amos Oz obtient le Koret Jewish Book Award. Des dizaines d'autres prix littéraires et culturels lui seront remis pour l'ensemble de son œuvre, de même que d'autres distinctions, telles celles de Chevalier des Arts et des Lettres du Ministère français de la Culture ou encore l'Ordre du Mérite Civil, décerné par le Ministère espagnol des Affaires étrangères.

Parallèlement à sa carrière d'écrivain à succès, Amos Oz a été toute sa vie un homme politiquement engagé : après une prime jeunesse alignée sur le sionisme de droite, il co-fonde en 1978 le mouvement Shalom Akshav (« La Paix maintenant »), aux côtés de plus de 300 officiers réservistes de Tsahal favorables au dialogue avec les Palestiniens et à une solution à deux États. Proche durant toute sa vie des Travail-

listes et de la gauche sioniste, il est pressenti par Shimon Peres, à l'époque dirigeant du Parti travailliste, comme un successeur talentueux et éloquent à la tête du Parti. Dans les années 1990, il se rapproche du mouvement Meretz, social-démocrate, écologiste et partisan du dialogue avec les Palestiniens. Pacifiste convaincu, il soutient pourtant l'armée israélienne lors de la seconde guerre contre le Liban en 2006 dans une tribune au *Los Angeles Times*. Il critique dans ses articles la mainmise du Hamas sur la Palestine et prône un dialogue avec le Fatah de Mahmoud Abbas.

Ainsi, en décembre 2018, ce n'est pas seulement un grand écrivain qui s'est éteint, c'est aussi l'un des porte-parole les plus influents de la solution à deux États au conflit israélo-palestinien, un homme engagé, artistiquement et politiquement, au service d'un sionisme de gauche et pacifiste. Pour son apport inégalé à la culture israélienne et aux débats politiques de son pays, il est salué à sa mort par le président Reuven Rivlin comme étant la « gloire des écrivains d'Israël ».

Article

Sacha Hancart

A la (re)découverte de Bruxelles

Il était 16h lorsque nous sommes partis déambuler dans les ruelles du Pentagone. L'occasion pour nous de redécouvrir la ville de notre enfance que nous nous surprisons parfois à si mal connaître. Nous débutons notre aventure place Flagey près de **l'Amère à boire** dont le nom, sans équivoque, en dit long de la carte proposée. Mais l'avenir de notre périple est au passé: nous empruntons le bus 71, dont le tracé est parmi les plus beaux de Bruxelles, qui nous emmène dans l'îlot sacré, cœur historique de Bruxelles. Première étape, **Goupil le Fol**.

Situé à deux pas de la Grand-Place dans la rue de la Violette, Goupil le Fol

se cache au numéro 22. Capharnaüm éclairé à la bougie, nous échouons dans un de ces salons où nous côtoyons un couple de vieux amis. Notre point commun? L'amour de la chanson française que le juke-box au rez-de-chaussée diffuse sans discontinuer. S'y rendre si amateur.trice de décoration abondante.

Nous montons ensuite vers le Mont des Arts, désormais jardin symétrique et lieu de concerts et de festivités. Autrefois, cet endroit se nommait quartier des Juifs, jusqu'au 15ème siècle, puis renommé quartier Saint-Roch, où vivait la populace. Il fut rasé en 1897 afin d'y construire, après de longues tergiversations avec les pouvoirs locaux, un jardin

temporaire étagé dessiné par l'architecte parisien Vacherot. Ce temporaire durera 45 ans. La suite est connue, ce parc pourtant aimé sera détruit et remplacé par celui que nous connaissons aujourd'hui.

Nous avons encore juste le temps de nous arrêter à **la Porte noire**, rue des Alexiens, bar terré dans l'ancienne cave médiévale qui abritait les cuisines du couvent des Alexiens. Grandes tablées et blasons parsèment la taverne, où l'on est sûr.e de passer un bon moment, dans une ambiance celtique et rock.

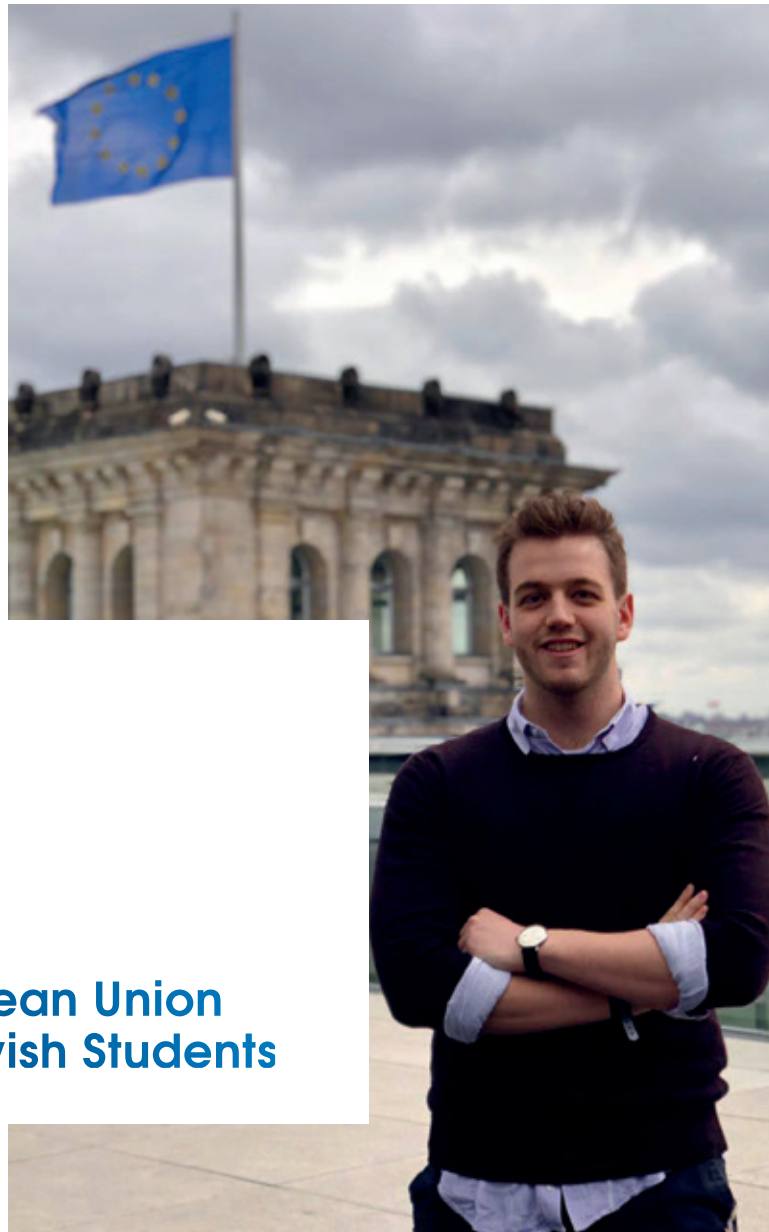
Il est déjà malheureusement l'heure pour nous quitter, le cœur dans les étoiles...



Rue E. Dekosterstraat 61-91 - 1140 Brussels www.idc.be Tel : 02 240 99 99 - Fax : 02 242 83 15

Bini Guttman, président de l'EUJS

(European Union of
Jewish Students)



Bini, quel est ton parcours jusqu'ici ?

Je viens de Vienne, j'ai toujours été actif dans la communauté juive là-bas, que ce soit au mouvement de jeunesse Hashomer Hatzair, au club de foot Maccabi ou dans mon école juive.

Cependant, à l'âge de 18 ans, tout cela s'est arrêté. Quand j'ai commencé l'université à Vienne, non seulement il n'y avait aucune organisation de jeunesse juive dans laquelle nous pouvions nous engager politiquement, mais non plus aucun lieu de vie sociale pour jeunes juifs.

A cette époque, deux événements politiques m'ont motivé à me réinvestir dans la vie juive.

En premier lieu, c'était la crise des réfugiés en Europe en 2015, durant laquelle des milliers de réfugiés étaient aux frontières de l'Autriche. J'étais déçu de la réponse à la crise que le président de la communauté juive de Vienne avait donnée et j'ai donc décidé de lui écrire une lettre ouverte en tant qu'étudiant. Malgré l'attention que cette lettre avait reçue, je ne l'avais écrite qu'en tant qu'individu seul, et j'ai alors réalisé qu'une organisation pourrait avoir bien plus de poids pour relayer l'opinion des jeunes.

Ensuite, la montée en puissance du Parti de la liberté d'Autriche, qui est un parti d'extrême droite (présent dans le gouvernement de 2017 à 2019) m'a alarmé. Ce parti allait commémorer la nuit de cristal (tristement célèbre pogrom allemand de la nuit du 9 au 10 novembre 1938, N. de l'A) en organisant une table ronde sur le "nouvel antisémitisme", qui faisait évidemment référence selon eux à l'antisémitisme venant des Musulmans. Quelques amis et moi avons alors décidé d'organiser une manifestation pour protester contre l'utilisation abusive de la mémoire venant d'un parti structurellement antisémite qui avait pour but, sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, de développer des idées racistes.

Ces deux événements m'ont donc poussé, avec quelques amis, à refonder l'Union des Étudiants Juifs Autrichiens (en allemand Jüdische österreichische Hochschülerschaft – JöH), qui n'était plus active depuis plus de dix ans.

En trois ans, nous avons réussi à organiser plus de septante événements sociaux dont des bals réunissant plus de six-cents personnes et avons ouvert une maison de la JöH juste à côté du campus de l'Université de Vienne. Dans notre engagement politique, nous avons évidemment continué à lutter contre l'extrême droite et le Parti de la liberté, mais nous avons également réussi à convaincre l'Union nationale des étudiants (qui est l'organisation représentative de tous les étudiants en Autriche) à bannir BDS de tous les campus du pays, une première dans le monde.

Il y a deux ans, j'ai réalisé qu'une grande partie de nos objectifs, actions et méthodes pouvait être poursuivie et accomplie à une plus grande échelle au niveau européen grâce à l'Union des Étudiants Juifs Européens (European Union of Jewish Students – EUJS). C'est pourquoi j'ai décidé de me présenter pour la présidence de l'EUJS et j'ai eu le privilège d'être élu en août 2019 lors du Summer U. Le Summer U est le plus grand événement de la jeunesse juive en Europe qui réunit chaque année pendant une semaine des centaines d'étudiants juifs européens pour des séminaires, des rencontres des ateliers et pour l'Assemblée générale de l'EUJS. J'encourage d'ailleurs évidemment tous les jeunes Juifs de Belgique à venir l'été prochain!

Comment avez-vous fait pour refonder l'Union des Étudiants Juifs d'Autriche ?

La plupart des gens qui ont refondé la JöH venaient des mouvements de jeunesse, et plus particulièrement de l'Hashomer Hatzair et du Bne-Akiva.

À l'époque, nous avons reconstruit la JöH en partant de zéro, en improvisant, notamment, en ce qui concerne le recrutement, l'approche vis-à-vis de la communauté juive, l'activisme et l'organisation d'événements, grâce à notre expérience dans les mouvements de jeunesse. Cependant, l'EUJS s'est focalisée sur ce genre de situation et nous sommes donc aujourd'hui pleinement en mesure de soutenir logiquement et financièrement la création et le développement de nouvelles unions, comme c'est le cas en Espagne, en Croatie et en Finlande.

Tu as mentionné les mouvements de jeunesse. Quel est leur rôle dans la communauté juive à Vienne ?

La plupart des jeunes prenant part à la vie juive appartiennent à l'un des trois mouvements de jeunesse qui existent à Vienne, ce qui illustre leur importance. Au niveau politique, c'est principalement l'Hashomer Hatzair, où j'ai grandi et ai été sensibilisé aux combats portés ensuite par la JöH, et qui est très active, même si son rôle reste limité étant donné l'âge des membres du mouvement. Il est évidemment plus aisé pour des étudiants de faire entendre leurs voix dans la communauté et plus largement dans la population.

Quelles étaient tes propositions principales en tant que candidat à la présidence de l'EUJS ?

J'avais principalement trois grands points :

Premièrement, j'avais pour but de rendre l'EUJS plus active. Je pense que, parmi la multitude d'organisations juives internationales, étant donné que l'EUJS représente des jeunes, des étudiants, nous pouvons nous engager de manière plus « activiste » et de manière plus audacieuse et franche que des organisations qui sont plus institutionnalisées. C'est pourquoi j'avais pour but d'encourager l'EUJS à se positionner et prendre le lead sur des grandes questions politiques de notre temps.

Deuxièmement, je voulais créer un nouveau poste à l'EUJS, celui d'Outreach officer (ou « Responsable de l'aide »). Cette personne serait en charge de l'aide au développement des unions nationales et spécifiquement du financement et du soutien à apporter aux unions qui débutent afin de leur permettre de grandir et de l'aide aux unions déjà mieux établies dans la réalisation d'événements ou de campagnes à plus grande échelle.

Troisièmement, j'avais pour but de lancer une grande conférence politique annuelle de l'EUJS où tous les jeunes Juifs d'Europe seraient invités à discuter et définir leurs positions sur des sujets importants. Chaque année serait centrée sur un sujet différent mais j'envisageais d'organiser la première conférence sur le sionisme, étant donné que c'est un sujet capital pour le monde juif et que la diaspora européenne est souvent laissée en dehors des débats entre les opinions israéliennes et américaines.

Comment as-tu fait pour rendre l'EUJS plus « activiste » et remplir ces autres objectifs jusqu'à aujourd'hui ?

Comme l'EUJS a pour but de dynamiser les activistes juifs, nous organisons deux sortes d'événements à travers l'année qui permettent aux jeunes Juifs d'entrer en contact et de se former.

D'abord, trois fois par an, nous organisons un "Accélérateur d'unions", un séminaire où plusieurs unions sont invitées à se rencontrer, à s'échanger des idées et des méthodes d'actions pour améliorer leurs approches dans leurs pays respectifs et pour faciliter leurs contacts.

Ensuite, nous organisons un séminaire sur l'activisme durant quelques jours à Bruxelles avec des jeunes déjà impliqués dans leurs communautés et les formons à développer leurs compétences en tant qu'activistes et défenseurs de causes, notamment en rencontrant des euro-députés et des commissaires européens. Un séminaire similaire est organisé à Genève où les participants peuvent rencontrer des délégations de pays siégeant au Conseil des droits humains des Nations Unies.

Entre les communautés juives des États-Unis et Israël, penses-tu qu'il manque une voix relayant ce que la diaspora européenne, et spécialement la jeunesse, pense ?

Absolument ! Les perspectives des communautés juives européennes, qui sont elles-mêmes très multiples du Royaume-Uni à la Russie, sont différentes de celles des Américains, notamment car la vie juive y est très différente. Même si la situation actuelle est basée sur le fait qu'Israël et les États-Unis abritent la majorité des Juifs du monde, je pense que nos communautés ont énormément à apporter aux discussions concernant notre identité et le sionisme. De plus, malgré la glorification de la jeunesse et le fait qu'il est toujours encouragé d'écouter les jeunes et les étudiants, ceux-ci sont généralement négligés une fois que viennent la prise de décision et l'action.

C'est pourquoi j'ai essayé de profiter de notre situation privilégiée pour amener sur le devant des discussions les avis de la jeunesse juive européenne. En effet, l'EUJS étant une ONG accréditée par l'ONU et l'UE, j'ai eu le grand privilège d'être invité à m'exprimer à la tribune des Nations Unies, que ce soit à Genève ou à New York, et à celle du Parlement européen.

J'ai également l'occasion de rencontrer régulièrement des euro-députés, des fonctionnaires de la Commission européenne et des délégations de l'OCDE avec lesquels je peux discuter de la prise de décision sur des sujets qui touchent nos communautés.

Comment tes interventions devant les Nations Unies et le Parlement Européen se sont-elles passées ?

Très bien je pense. La situation est souvent intéressante et déconcertante car j'ai souvent été le seul Juif et/ou le seul jeune dans la salle.

C'est quoi ton quotidien en tant que président de l'EUJS ?

Même si j'habite aujourd'hui à Bruxelles vu que c'est la ville où siège l'EUJS, une grande partie de mon quotidien est de voyager. Comme je représente l'organisation, je visite des unions nationales, je participe à certains de leurs événements importants. Je voyage également pour assister ou participer à des conférences, où je suis souvent la seule voix venant de la jeunesse juive. Quand je suis à Bruxelles, je travaille également en collaboration avec les autres grandes organisations internationales juives.

J'ai aussi la chance de travailler avec le reste du bureau de l'EUJS, qui est composé de jeunes élus comme moi lors du précédent Summer U, et avec les personnes engagées par l'EUJS. Nous travaillons sur la préparation et l'organisation de séminaires et de voyages, ainsi que sur l'aide aux unions

nationales grâce à l'Outreach officer, dont j'ai déjà parlé. Nous travaillons également sur l'organisation de campagnes touchant à des sujets importants pour les jeunes Juifs, en coordination avec le bureau élu et en accord avec les résolutions passées lors des assemblées générales ayant lieu aux Summer U.

Quels sont les principaux défis de l'EUJS aujourd'hui ?

Le premier défi est la direction dangereuse que prend l'Europe. D'une part, on voit une montée de l'antisémitisme se développant de trois "camps" : l'extrême-droite, certaines parties de l'extrême-gauche et l'islamisme ; d'autre part, on voit une montée générale du racisme et de l'extrême-droite, concomitant avec une baisse des démocraties libérales. Cette tendance doit être fortement combattue par notre communauté car on sait bien que la manière dont les Juifs ont été traités a toujours été meilleure sous des régimes libéraux et dans des sociétés ouvertes. Trop souvent, des gens plus à gauche ne relèvent que l'antisémitisme venant de l'extrême droite, tandis que des gens plus à droite ne soulèvent que celui venant de l'extrême gauche ou des islamistes. Or, notre approche doit être de combattre tout antisémitisme, quelle que soit son origine. Cependant, malgré le danger existentiel que l'extrême droite représente, elle est au pouvoir dans certains pays et sa résurgence a été pendant trop longtemps négligée, que ce soit par le monde occidental, le monde juif ou Israël.

Il est important de savoir que nous représentons dans une large mesure les opinions portées par la jeunesse juive. L'EUJS n'est pas partisane, mais est évidemment engagée politiquement dans toutes les questions qui concernent ses valeurs ou sur lesquelles elle a reçu un mandat par le biais des résolutions de l'Assemblée Générale. Combattre l'extrême droite fait partie de la quinzaine de mandats que nous avons et si certains Juifs partagent des vues fascistes, ils n'entrent pas dans les valeurs que l'EUJS représente.

Car il s'agit bien d'un danger existentiel que l'extrême droite représente pour les Juifs. Ce que certains membres de nos communautés oublient parfois avec l'amélioration de la place des Juifs dans nos sociétés, c'est que même si aujourd'hui, nous ne sommes pas toujours les premières cibles de la haine de l'extrême droite, nous avons non seulement un devoir moral de combattre toute haine, mais également un devoir envers nous-mêmes étant donné que la haine ne peut jamais nous être bénéfique en tant que Juifs car, si elle existe à l'encontre d'autres, elle finira tôt ou tard par se rediriger contre nous.

Le deuxième grand défi pour lequel l'EUJS a une approche cruciale, c'est le sentiment que l'identité juive en Europe est aujourd'hui en crise. Aujourd'hui, l'identité juive en Europe s'exprime et se définit généralement autour de trois choses : l'antisémitisme, la Shoah et parfois le conflit au Moyen-Orient. Bien évidemment, ces trois sujets sont d'une grande

importance, mais ils ne devraient jamais représenter pour nous la base de notre identité.

Nous devrions plutôt nous concentrer sur la création d'une identité juive positive, en faisant référence à notre histoire difficile, mais également en célébrant nos contributions à l'art, à la culture, à la politique et aux sociétés européennes. Voilà pour nous la réponse à donner à la crise de l'identité juive en Europe et la solution pour permettre à la vie juive d'y être durable.

Parmi les mandats conférés à l'EUJS par son assemblée générale, en existe-t-il sur le conflit israélo-palestinien ?

Oui, j'ai proposé le vote d'une motion à l'été 2019 encourageant l'EUJS à promouvoir la solution à deux États et à contribuer au travail effectué par des organisations œuvrant pour la paix. Nous avons fait passer cette résolution car l'EUJS est une organisation sioniste pour laquelle Israël est important et, le peuple juif ayant un droit à l'auto-détermination, les Palestiniens devraient aussi l'avoir. Ces considérations, jointes au fait que notre sionisme implique qu'Israël soit un état juif et démocratique, nous conduisent logiquement à la solution à deux États comme seule solution au conflit israélo-palestinien.

Historiquement, l'UEJB et l'EUJS ont toujours été liés, comment vois-tu les futures relations entre les deux ?

L'EUJS et l'UEJB partageaient les mêmes bureaux dans le passé, et même si ce n'est plus le cas, nos relations sont toujours fortes. C'est pour moi important qu'une union aussi active que l'UEJB puisse s'engager avec l'EUJS, notamment dans le cadre de notre campagne commune "Never Again Right Now" entamée au début de l'année 2020.



